SPÉCIAL EXTRÈME DROITE SUPPLÉMENT N°1 046

LE BULLETIN

ORGANE du Syndicat National de l'Éducation Physique de l'Enseignement Public - **FSU**



ENGAGÉ·ES CONTRE L'EXTRÊME DROITE

COMBATTRE
LES IRRESPONSABLES

DES RISQUES
POUR NOS MÉTIERS

PROJET DE SOCIÉTÉ

QUEL PROJET ?

OBSERVATOIRE



COMBATTRE
LES IRRESPONSABLES

En une vingtaine d'années, l'impensable accession de l'extrême droite aux plus hautes responsabilités est devenue un scenario crédible et menaçant. Les digues se sont effondrées, ou plutôt la politique menée par E. Macron et ses différents gouvernements les ont attaquées de façon régulière et méthodique. Tour d'horizon.

Sur le plan institutionnel

Les mécanismes démocratiques ont été délibérément contournés depuis 2017 en reléguant la représentation nationale au rang de spectatrice. Rappelons l'expérience du Covid où le Conseil de défense ne comprenait aucun·e membre élu·e. Cet affaiblissement du parlement s'est accompagné d'alliances opportunistes et de décisions cultivant un rapprochement entre la politique menée et les forces d'extrême droite (instrumentalisation de la mort de Q. Deranque, autorisation de défilés nazis, utilisation du mot « ensauvagement » et volonté de stopper une « immigration massive » par B. Retailleau, ex-ministre de l'Intérieur).

Sur le plan idéologique et moral

Des décisions mais aussi de nombreuses déclarations évoquent un état d'urgence, d'exception ou même de guerre, alors que la France ne s'est engagée sur aucun théâtre militaire.

Cela permet de déroger au droit commun, d'accentuer le contrôle de la population tout en réduisant ses droits, le tout dans une surenchère sécuritaire. Assortie d'une rallonge de 36 milliards d'euros, l'actualisation de la loi de programmation militaire de mai 2026 contient une mesure créant un état d'alerte de sécurité nationale, activable par décret en Conseil des ministres. Au salon des Maires, c'est le chef d'état-major des armées F. Mandon qui affirme solennellement « qu'il faut accepter de perdre nos enfants ». Par ailleurs, toutes les initiatives ou positions mettant en cause les choix politiques et le système capitaliste sont criminalisées. Ce sont des entraves à la liberté d'expression et dans le même temps un aveu de complicité avec certaines politiques d'extrême droite. En témoignent toutes les manifestations interdites ou perturbées pour dénoncer le génocide à Gaza.

Sur le plan économique et social

Dernier revirement en date, et pas des moindres, le blanc-seing accordé par le MEDEF au programme économique du RN. Alors qu'aux dernières échéances présidentielles, le discours patronal s'exprimait encore d'une voix sans équivoque pour le qualifier « d'extrêmement dangereux » (P. Gattaz, 2017) ou pour confirmer qu'il « dégraderait la confiance des acteurs économiques » (G. Roux de Bézieux, 2022), le logiciel a visiblement changé de boussole et les rencontres se multiplient depuis entre l'organisation patronale et le parti d'extrême droite. La contribution des milliardaires d'extrême droite (Bolloré, Stérin), au travers de leurs investissements (médias, parcs d'attraction, écoles), participe à renforcer la banalisation de l'extrême droite dans le paysage social et politique et à faciliter la promotion de ses idées.

En choisissant l'austérité plutôt que l'investissement ; en dégradant continûment les services publics au lieu de les renforcer, en nombre, en qualité, en accessibilité ; en privilégiant l'effort de guerre à l'Éducation, la santé ou la culture, E. Macron porte une lourde responsabilité dans la situation actuelle et la montée de l'extrême droite en France. La préservation d'un modèle économique à bout de souffle, l'aggravation des inégalités font le lit des politiques de rejet et de haine au détriment du vivre- ensemble, des enjeux écologiques et sociaux. E. Macron sera-t-il assez outrageux pour oser un nouveau « qui aurait pu prévoir ? ».



> ***"Les mécanismes démocratiques ont été délibérément contournés depuis 2017 en reléguant la représentation nationale au rang de spectatrice"***

L'extrême droite a déjà gouverné en France, durant la seconde Guerre mondiale. Et l'extrême droite s'illustre malheureusement actuellement dans plusieurs pays par des politiques de haine, de division, de précarité. En juillet 2026, la milice anti-migrant·es ICE a encore tué plusieurs personnes, l'enquête révélant ensuite qu'il s'agissait d'erreurs sur les personnes recherchées… Nous le réaffirmons, dans l'extrême droite, aucune branche n'est fréquentable.

DES RISQUES
POUR NOS MÉTIERS

Le programme politique de l'extrême droite pour l'École et l'éducation physique et sportive s'exprime à la fois dans les programmes électoraux et dans les prises de parole de ses représentant·es.

Au premier abord, force est de constater que les traces écrites sont réduites, mais elles sont révélatrices d'une orientation sans équivoque. Par exemple, le programmes du RN aux législatives de 2024 met 5 sujets en avant : recentrage sur les fondamentaux, revalorisation des enseignant·es (sans précision), « réduire la bureaucratie », soutenir l'apprentissage et adapter les formations aux besoins des entreprises... Ces points suffisent à appréhender l'idéologie du RN pour l'école et ses enseignant·es.

Les fondamentaux, l'orientation précoce, l'employabilité

Le programme de l'extrême droite pour la jeunesse tient dans ce triptyque qui évacue d'emblée la question de la démocratisation d'accès aux savoirs. *« Le projet de l'extrême droite reste celui d'un refus de la démocratisation, fondé sur une vision d'inégalités naturelles des individus qui légitime le tri scolaire »* (P. Devin, fév. 26). M. Le Pen (L'Étudiant, 2017) affirme par ailleurs que *« seul le mérite doit être un critère de sélection ».* En prenant cette position, le RN élude la construction sociale des inégalités sous couvert de garantie égalitaire. Cette idéologie ignore que *« nous vivons tous dans la même société, mais pas dans le même monde »* (Lahire, Enfances de classe, 2019).

Le corollaire de l'importance donnée au mérite se traduit dans le programme du RN par la nécessité d'orienter très précocement les élèves puisque, de fait et naturellement, tous·tes les élèves ne

"Le corollaire de l'importance donnée au mérite se traduit dans le programme du RN..."



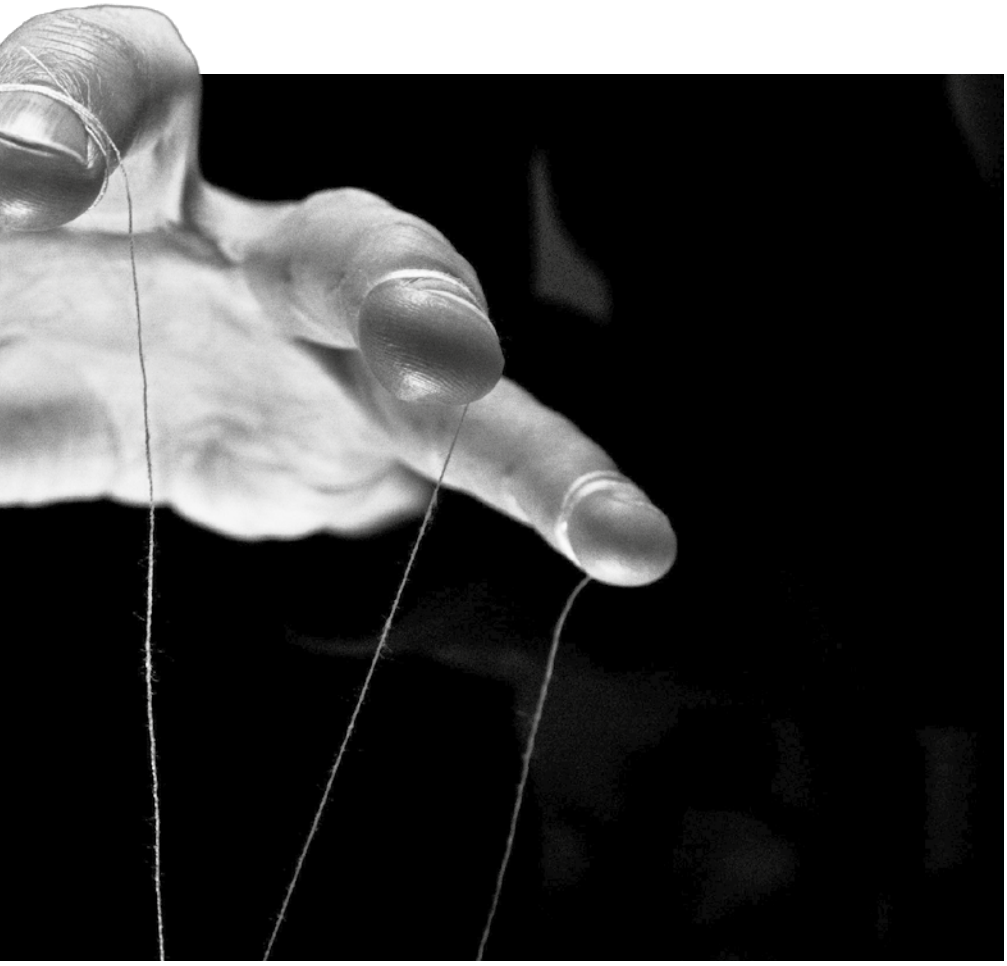
peuvent accéder à un haut degré d'instruction. Pour J. Bardella, *« il faut pousser les jeunes plus tôt sur le marché du travail »* (devant le MEDEF, août 2025).

Verticalité et contrôle

« Les sciences de l'éducation doivent disparaitre de la formation professionnelle des enseignants » (Collectif Racine, proposition n°68, 2016). Voilà la parfaite illustration de l'obscurantisme pédagogique que souhaite instaurer l'extrême droite. L'une des propositions du programme « M la France » pour l'École (campagne présidentielle 2022) pose comme première mesure la détermination des programmes scolaires et la validation des manuels scolaires par le Parlement. Par ailleurs, la place de l'histoire de France est centrale dans les propositions du RN. La construction d'un roman national réécrit et mensonger s'illustre aussi par des manifestations grand public (Puy du fou, parcs de loisirs Stérin), dans le but de *« faire naitre, développer et affermir les sentiments patriotiques et la conscience de l'unité nationale »* (proposition de loi du RN, 2023).

> ***"Le sport à l'école n'est mis en avant que pour ses vertus utilitaires ou patriotiques."***

Quant à l'éducation physique et sportive, on ne trouve pas de position étayée dans les programmes du RN. Si le collectif Racine (collectif d'enseignant·es proche du RN) met en avant la volonté de *« redresser les corps et les esprits »*, le sport à l'école n'est mis en avant que pour ses vertus utilitaires ou patriotiques. En 2022, M. Le Pen affirmait sur TF1 que le sport doit *« renforcer l'amour de la Nation »*.



L'enseignant·e, l'autorité

Dans le logiciel d'extrême droite, l'enseignant·e doit incarner l'autorité, dont la prétendue disparition serait la cause de l'échec du système scolaire. Au milieu de mesures creuses ou déjà existantes, J. Bardella défend un *« big bang de l'autorité »* quand R. Chudeau annonce la création d'établissements pour les élèves perturbateur·rices *« sans possibilité de retour vers un établissement normal »* et pour une orientation vers le travail *« le plus tôt possible »*. Il s'agirait ni plus ni moins que du retour des maisons de correction apparues en France dans les années 1830…

Enfin, il est impossible d'oublier que le premier statut de la Fonction publique date de 1941. La loi du 14 septembre 1941 (qui par ailleurs codifie des mesures contre les juifs, les francs-maçons, développe l'idéologie totalitaire de la « Charte du travail » et de la « Révolution nationale ») précise que *« la discipline est l'ABC de la fonction publique »*. Les fonctionnaires *« sont soumis à une règle fondée sur l'autorité des chefs, l'obéissance et la fidélité des subordonnés. Cette obéissance doit être entière […]»* (art. 13). Aujourd'hui le statut des fonctionnaires en fait des agent·es public·ques au service de l'intérêt général et indépendant·es du pouvoir en place. Alors que nous fêtons les 80 ans du statut de 1946, défendons et renforçons cet outil du service public.

Projet de société

L'EXTRÊME DROITE NUIT À LA LIBERTÉ, L'ÉGALITÉ ET LA FRATERNITÉ

Avec cette idéologie, la devise chevillée aux frontons de nos édifices publics va perdre tout son sens. La République serait en danger si l'extrême droite parvenait au pouvoir.

Prenons tout d'abord la question des droits et des libertés. Le RN, en digne héritier du FN, conserve une vision très autoritaire, réactionnaire et discriminatoire du droit et des libertés. Du couvre-feu imposé à certains et certaines jeunes des quartiers populaires, à la défense des contrôles d'identité au faciès, au soutien aux politiques de maintien de l'ordre musclées des dernières années, à la défense des politiques sécuritaires de surveillance jusqu'à la loi dite « permis de tuer » adoptée par l'assemblée nationale cet été et qui s'avère une loi portée historiquement par J-M. Le Pen, le RN est viscéralement un ennemi du droit et des libertés. Il s'attaque, quand il a le pouvoir, aux syndicalistes, aux oppositions diverses quelles qu'elles soient, associations de solidarité ou culturelles qui se dressent face aux politiques menées. Le RN aime l'ordre tel qu'il le définit, une forme de mise au pas, et exècre tout ce qui fait du commun. C'est le parti du rétablissement de la peine de mort, des peines planchers, de la perpétuité et de la tolérance zéro... et pourtant il détient le record, et de loin, du nombre d'élu·es condamné·es. La seule liberté que le RN défend est celle de son impunité à pouvoir présenter une candidate condamnée, placée sous bracelet électronique, à l'élection présidentielle.

Le RN, c'est aussi l'antithèse de la fraternité. En promouvant ses grandes théories concernant un pseudo « grand remplacement » et son projet de « préférence nationale », il instrumentalise les colères sociales forgées par la désespérance générée par les politiques menées depuis des décennies. L'« étranger » est ainsi rendu responsable de toute la misère que nous connaissons. Cette pirouette nauséabonde épargne surtout le Capital que le RN a choisi de défendre avec force, preuve en est le MEDEF qui est de plus en plus enclin à discuter avec lui.

Le RN, c'est également l'ennemi de l'écologie. Ce parti et tous·tes ses inféodé·es en France et en Europe, s'opposent systématiquement à toutes les évolutions urgentes qui devraient être engagées face à l'urgence de la crise climatique. Forcé de reconnaitre la crise climatique avec les épisodes caniculaires

> ***"Le RN aime l'ordre tel qu'il le définit, une forme de mise au pas..."***

et les incendies, le RN renverse les responsabilités en faisant porter à l'écologie et à ses militant·es la faute. Ce serait à cause des normes qu'ils et elles portent que nous en sommes arrivé·es là... À l'image des Trump, Milei, Bolsonaro en son temps, le RN vote contre toutes les directives contraignantes pour limiter l'impact des activités humaines, les dégâts engendrés. Il préfère soutenir les lobbies de l'agro-business et le marché des énergies fossiles. Pour preuve, il a soutenu avec force et conviction les lois Duplomb 1 et 2, qui autorisent la réintroduction de produits « phytosanitaires » dangereux pour l'environnement et les humains, l'accaparement de l'eau via les mégabassines. Le RN porte donc bien des politiques écocides alors qu'il y a urgence climatique

Le SNEP-FSU porte avec force un projet diamétralement opposé aux orientations portées par l'extrême droite. Nous sommes attaché·es au droit et aux libertés publiques qui sont inscrits dans la constitution. Droit de manifester, laïcité, police républicaine attachée à la protection des biens et des personnes, accueil et solidarité avec les migrant·es qui fuient les guerres, les bouleversements climatiques et la misère, respect de l'État de droit, de la séparation des pouvoirs et des décisions de justice. Le SNEP-FSU porte des propositions qui sont humanistes, universalistes et permettent de faire du lien, de tisser des solidarités en France et avec les pays qui en auraient besoin. À cet effet, le SNEP est engagé avec la FSU dans des cadres multiples pour défendre les droits et les libertés, à l'image de son soutien aux marches contre les violences policières, les droits des migrant·es... et en dernier lieu contre la loi dite « permis de tuer ».

Le SNEP-FSU est par ailleurs très engagé sur les questions liées à l'urgence climatique, il est avec la FSU partie prenante dans le collectif de l'Alliance Écologique et Sociale pour porter les grands enjeux environnementaux et sociaux. Comme le dit le slogan de l'AES *« fin du mois et fin du monde, sont un même combat »* et ainsi nous participons à toutes les initiatives qui concourent à mener la bataille contre l'inaction climatique de la France et de l'Europe. Mobilisations pour le climat, contre les mégabassines, contre les lois Duplomb, développement de propositions pour des équipements sportifs et des grands événements sportifs respectueux de l'environnement sont inscrits dans nos mandats. Le SNEP-FSU dispose même d'un secteur « éco-syndicalisme » qui a pour vocation de réfléchir à nos mandats au prisme de l'urgence d'une bifurcation radicale avec les modèles actuels.

Projet de société

L'EXTRÊME DROITE CONTRE LES DROITS DES FEMMES ET DES PERSONNES LGBTQIA+

Indignation face aux dysfonctionnements de la justice dans les affaires de féminicides et de pédocriminalité, mise en avant de la question de la lutte contre les violences faites aux femmes, exclusion médiatisée de membres de partis pour avoir tenu des propos LGBTQIA+phobes... L'extrême droite serait-elle devenue féministe et progressiste ?

Loin de là ! L'écart entre les déclarations, les actes et les votes des élu·es RN prouvent le contraire, à l'image de la suppression des subventions allouées au planning familial par la mairie RN de Carpentras, du rejet de la proposition de lycéen·nes de rebaptiser une salle de leur établissement du nom de la boxeuse victime de théories transphobes Imane Khelif par le Conseil Régional de Rhône-Alpes ou du retrait du drapeau arc-en-ciel du fronton de la mairie à Elne dans les Pyrénées Orientales par le maire « divers extrême droite ». Côté éducation, Reconquête et son collectif de « Parents Vigilants » qualifient les cours d'Éducation à la Vie Affective, Relationnelle et Sexuelle (EVARS) d'« endoctrinement idéologique »...

A l'Assemblée, l'augmentation du nombre de sièges remportés par les partis d'extrême droite (91 sièges en 2022, 143 en 2024), fait reculer la parité (42 % de femmes à l'Assemblée en 2017, contre 36 % en 2026). Les député·es RN se sont attaqué·es aux droits des femmes en déposant un projet de loi pour la réouverture des « maisons closes » et en brillant par leur absence lors du vote de la constitutionnalisation de l'IVG. Au Parlement Européen, les positions adoptées à l'égard des personnes LGBTQIA+ par les eurodéputé·es d'extrême droite sont défavorables, à l'image de leur vote contre la résolution condamnant les discours de haine envers les personnes LGBTQIA+ en 2019. Selon l'Observatoire des inégalités, le nombre de crimes et délits anti-LGBT a triplé entre 2016 et 2024. Le rapport SOS Homophobies 2026 pointe notamment la responsabilité des plateformes comme Facebook ou X, qui valorisent des discours misogynes et masculinistes.

Le SNEP-FSU lutte contre les idées d'extrême droite, xénophobes, antisociales et violentes, hostiles aux conquêtes féministes et à l'émancipation de chacun·e, indépendamment de son identité de genre ou de son orientation sexuelle. Il continue d'exiger des règles contraignantes pour faire progresser la parité dans tous les secteurs de la vie sociale, politique ou syndicale et un traitement des violences faites aux femmes et aux enfants qui soit effectif à tous les niveaux. Le SNEP avec la FSU au sein de la Coalition féministe milite pour exiger une loi-cadre intégrale contre les violences sexuelles et un budget de 2,6 milliards d'euros pour prendre en compte tous les aspects de la lutte contre les violences faites aux femmes. Les derniers rapports du Haut Conseil à l'Égalité alertent sur les comportements machistes en augmentation chez les jeunes hommes et sur la nécessité d'éduquer à l'égalité, à la vie affective, relationnelle et à la sexualité. Le SNEP-FSU dénonce les campagnes réactionnaires contre la mise en œuvre de cet enseignement et exige les moyens nécessaires à son effectivité dans tous les établissements scolaires.

> ***"Le SNEP-FSU lutte contre les idées d'extrême droite, xénophobes, antisociales et violentes, hostiles aux conquêtes féministes..."***

La montée de l'extrême droite et des intégrismes religieux ainsi que l'offensive conservatrice et réactionnaire qui l'accompagne menacent les droits des personnes LGBTQIA+, victimes du modèle patriarcal et de la conception binaire, hétéronormée et hiérarchisée de la société qu'il véhicule. Le SNEP avec la FSU rejette la hiérarchie des genres, des identités et des orientations sexuelles et exige des formations, à tous les niveaux pour que cessent les actes et les discours LGBTQIA+phobes, et particulièrement transphobes (le taux de suicide étant trois fois plus élevé chez les personnes trans). Le droit des personnes trans à l'autodétermination de genre doit être respecté. Dans le domaine sportif organisé sur une bi-catégorisation des sexes, les personnes trans sont exclues du modèle compétitif, sous la pression des forces réactionnaires et d'extrême droite. Le SNEP-FSU milite pour un modèle sportif inclusif et la suppression des tests de féminité. Les personnes intersexes doivent également être reconnues et ne plus être victimes de violences médicales pendant l'enfance sans leur consentement. Enfin, le SNEP et la FSU demandent que l'accès à la PMA soit facilité et exigent l'égalité des droits pour les familles homoparentales et transparentales, à travers la reconnaissance automatique des enfants et les mêmes droits pour tous les parents.

Le SNEP-FSU continuera de mener le combat féministe et contre toutes les discriminations pour combattre les inégalités et mettre fin au patriarcat. La lutte contre l'extrême droite, ses idées et ses pratiques s'inscrit comme une nécessité face à la grande menace que cette dernière constitue pour les droits des femmes et des personnes LGBTQIA+. Le SNEP-FSU appelle à investir tous les cadres unitaires pour défendre un féminisme ambitieux et des valeurs de solidarité et d'égalité pour tous·tes.

Quel projet ?

EXTRÊME DROITE

Services publics et Fonction publique : un affichage mensonger

La question des services publics est intimement liée à la conception de l'égalité et de l'universalité dans notre modèle social. L'extrême droite défend une vision partielle des services publics puisqu'elle souhaite en limiter l'accès comme elle l'envisage pour de nombreux droits concernant la santé, le logement, la politique familiale aux seul·es français·es (priorité nationale). C'est une conception du service public qui fait fi de l'intérêt général et qui n'a plus aucun sens au regard de ce pour quoi les SP ont été créés.
Le programme budgétaire du RN, parti majoritaire de l'extrême droite aujourd'hui, ne ferait qu'accentuer encore la politique budgétaire des gouvernements successifs de Macron. Avec une baisse importante des recettes publiques (baisse des prélèvements obligatoires, diminution des impôts sur les successions, allègement des cotisations sociales patronales) ce sont les services publics qui sont menacés, rendant impossible l'augmentation du nombre de fonctionnaires ou bien de leurs salaires, contrairement aux promesses que fait le RN. De même, si le RN affiche dans ses discours l'idée de défendre les fonctionnaires et leur statut, il porte en parallèle des idées contraires, notamment par une restriction de leurs droits. Ainsi, il a fortement défendu le projet pour que les 3 jours de carence soient appliqués. La conception portée par le RN pour la Fonction publique est fortement liée à la conception sécuritaire et autoritaire de l'État. La Fonction publique territoriale risque d'être sa première cible puisqu'il entend *« Simplifier drastiquement le millefeuille territorial pour réduire la dépense et rendre du pouvoir aux élus de proximité »*. Pour illustrer cette conception dans les mairies actuellement RN, plusieurs mises à pied de responsables syndicaux·ales ont été engagées contre l'avis du conseil de discipline.

Le Rassemblement national (l'extrême droite de manière générale) ne dit surtout pas grand-chose, voire rien, sur la question des services publics et de la Fonction publique dans ses programmes. Cependant, à travers les choix budgétaires affichés (baisse des recettes), les choix politiques (priorité nationale) et la gestion des communes (droit syndical, accès à la culture), il est aisé de comprendre que les questions d'égalité, d'indépendance, d'une conception du statut de fonctionnaire citoyen·ne ne font pas partie de ses projets. La réponse de R. Chudeau à la tribune des hauts fonctionnaires indiquant qu'ils n'obéiraient pas en cas de victoire de l'extrême droite est éloquente : *«Vous avez une semaine pour vous rétracter. Excusez-vous publiquement parce que vous avez violé tous les principes et la déontologie de votre fonction. Et sinon vous passerez en conseil de discipline, et voilà ».*

> ***"Le SNEP-FSU conçoit les services publics comme un investissement sur l'avenir et non comme un coût."***

SNEP-FSU

Services publics et Fonction publique au service de l'égalité et de l'intérêt général

Donner à tous et toutes les moyens de se soigner, de s'instruire, d'apprendre, d'accéder à la culture, aux loisirs, au sport, mettre de l'égalité là où les inégalités existent lorsque tous les services deviennent privés et marchands et que se soigner ou apprendre dépend des revenus financiers… Le SNEP-FSU défend une conception du service public qui permet de réduire les inégalités, qui se met au service de l'intérêt général. Le financement des services publics est mis à mal par les choix politiques et budgétaires réalisés depuis de nombreuses années entre limitation des recettes de l'État (baisse des cotisations sociales, suppression d'impôts dont l'ISF, aides aux entreprises sans contrepartie ou encore choix politique de renforcer la défense plutôt que la santé ou l'école)… Le SNEP-FSU conçoit les services publics comme un investissement sur l'avenir et non comme un coût. Pour faire vivre les services publics, le SNEP-FSU revendique le recrutement de fonctionnaires sous statut à hauteur des besoins. Ces dernier·ères, concepteur·rices de leur métier, doivent rester au service de l'intérêt général et non d'intérêts particuliers. Cette conception va dans le sens d'une société plus égalitaire qui permet à chacun·e de vivre dignement et de pouvoir devenir un·e citoyen·ne éclairé·e. Le cadrage actuel de la fonction publique permet au/à la fonctionnaire d'être indépendant·e de sa hiérarchie, pour prévenir notamment de régimes autoritaires (comme sous Vichy), mais les évolutions des dernières années, notamment avec la Loi de Transformation de la Fonction Publique de 2019, remettent en cause le statut et les droits conquis.

Quel projet ?

EPS, SPORT ET CULTURE

Ce que porte l'extrême droite sur l'EPS et le sport

Davantage théorisées sous le Front National de J-M. Le Pen, les thématiques sportives sont désormais utilisées à des fins médiatiques au Rassemblement National (RN).

Au niveau national :

À l'école, leur idée est d'étendre les tests physiques de 6e au CE1 et à la 2nde. Ce qui rejoindrait la doctrine de J-M. Le Pen qui portait une vision eugéniste et hygiéniste des corps[1].

Lors des élections législatives 2024, le RN a surfé sur la vague des JOP 2024 pour annoncer des mesures en faveur du sport civil et de haut niveau :

- Élargissement du Pass'Sport envisagé comme un grand plan pour doubler le nombre de licencié·es en France en trois ans.
- Doublement du nombre de sportif·ives olympiques soutenu·es par l'État avec une hausse de 300 € de l'aide financière.

Mais ces propositions ne sont détaillées dans aucun programme et surtout le RN n'explique jamais comment elles seraient financées.

Le travail mené par V. Guerry montre que le RN n'a pas de logiciel sport. La fondation Jean Jaurès note quant à elle que *« personne ne sait exactement quelle politique veut mener l'extrême droite par rapport au sport, que ce soit le sport amateur ou le sport de haut niveau »*[2]. En 2022, aucun·e député·e RN n'a participé au vote du projet de loi pour la démocratisation du sport. Aucun travail législatif, aucune proposition de loi n'est à mettre au crédit de ce parti.

Au niveau local :

Les municipalités FN-RN font des choix budgétaires clairs. Les associations sportives et culturelles à but social, d'inclusion et d'ouverture ont vu leurs subventions coupées du jour au lendemain. Les AS scolaires, dont les subventions municipales et départementales représentent une ressource financière indispensable pour participer aux rencontres, pourraient subir le même sort.

Le RN utilise par ailleurs le mouvement associatif local pour développer son assise en distribuant généreusement les subventions à certains clubs et en faisant rayonner ses villes par l'organisation de compétitions nationales (comme le circuit national d'escrime à Hénin-Beaumont).

V. Guerry observe que le milieu sportif ne serait pas *« l'espace social le plus susceptible d'entrer en résistance »* en cas de victoire du RN.

Le sport est utilisé par le RN comme moyen médiatique pour afficher ses grandes orientations idéologiques : du rejet du métissage de l'équipe de France de football en 1998 à « l'islamisation » des clubs de football ou des sports de combat. Chaque sujet est un prétexte pour mettre en avant la volonté d'une nation blanche et chrétienne, modèle fondé sur la discrimination et l'entretien des formes de domination.

Les Revendications du SNEP-FSU pour le sport, l'EPS et le sport scolaire

Le sport est un bien public :

Chaque secteur du sport (haut niveau, professionnel, amateur, de masse) doit viser des objectifs de démocratisation et d'émancipation, un sport qui respecte l'être humain, ne discrimine pas les femmes ou toute autre catégorie, favorise l'inclusion.

Les grands événements sportifs internationaux doivent être démocratiques, solidaires, écologiques et démarchandisés.

Le financement du sport doit être porté à 1 % du budget de l'État. De nouvelles formes de financement sont à étudier : taxes sur le marché des transferts de joueurs et abandon des exonérations fiscales sur les grands événements sportifs… Une nouvelle loi d'orientation et de programmation doit être construite avec l'ensemble des acteur·rices du sport.

Un plan de construction et de rénovation des équipements sportifs durablement performants doit être mis en œuvre. La forme associative doit être soutenue au regard d'objectifs démocratiques qu'elle se donne et préservée de toute dérive consumériste. L'État doit décider d'un plan de développement et de soutien permanent à l'emploi sportif dans les clubs. Le service public du sport doit être porté par un ministère de plein exercice avec des personnels concepteur·rices formé·es à haut niveau et un réseau d'établissements CREPS renforcé. L'État doit assurer une formation aux métiers du sport de qualité, accessible à tous·tes, qui soit portée par les établissements Jeunesse et Sports et par les universités.

Pour les 4 heures d'EPS sur toute la scolarité :

L'EPS doit permettre l'appropriation des Activités Physiques Sportives et Artistiques comme objets culturels pour développer les pouvoirs d'agir des élèves. Son enseignement doit permettre de lutter contre les préjugés et favoriser une émancipation corporelle éloignée des injonctions simplistes centrées uniquement sur la santé hygiéniste ou l'individualisme.

L'EPS doit favoriser l'égalité entre les filles et les garçons, l'inclusion de tous·tes les élèves et la lutte contre les inégalités sociales et territoriales, en dispensant une culture commune exigeante pour tous·tes.

Pour cela, il faut des enseignant·es formé·es à un haut niveau de qualification, avec le statut de fonctionnaire qui garantit leur indépendance face au pouvoir en place et la responsabilité qu'ils/elles portent pour défendre l'intérêt général.

Le sport scolaire, une richesse unique

Les Associations Sportives (AS), présentes dans chaque établissement, permettent un accès facilité à une pratique sportive volontaire et à moindre coût. Le sport scolaire favorise la rencontre et le partage de valeurs de solidarité, tout en initiant à la vie associative. L'État doit soutenir les AS et l'UNSS pour que le sport scolaire demeure un service public de qualité.

(1) Valentin Guéry, Usages politique de l'apolitisme : entre institution partisane et institution municipale : une socio-histoire de la prise en charge des activités physiques et sportives par le Front national-Rassemblement national (1972-2022) 2023.

(2) Rapport Fondation Jean Jaurès (juillet 2024)

OBSERVATOIRE INTERSYNDICAL DES MAIRIES D'EXTRÊME DROITE

Face à la montée des idées de l'extrême droite et à l'augmentation du nombre de ses élu·es, la FSU avec 4 organisations syndicales que sont la CGT, la CFDT, l'UNSA et Solidaires, ont décidé d'organiser la vigilance et la surveillance des politiques développées par les édiles du RN et consorts dans les municipalités, notamment celles de plus de 3 500 habitant·es qui sont maintenant au nombre de 57. Nice, Hénin Beaumont, Carcassonne, Fréjus, Agde, Montargis, Menton, Liévin, Perpignan, Hayange... Voici pour les villes les plus emblématiques qui ne doivent pas faire oublier les petites communes dans lesquelles des candidatures étaient estampillées « divers droite » mais qui s'avèrent parfois d'extrême droite... Avant la séquence électorale des municipales de mars 2026, des mairies étaient déjà tenues par l'extrême droite qui a exercé son projet anti-social, raciste, LGBTQIA+phobe et très libertarien pour la défense du capital. Les élu·es RN assument leur politique et prennent des initiatives avec des mises en scène médiatiques comme C. Barthès de Carcassonne. Refusant la critique de ses décisions, avec par exemple la publication d'un arrêté antimendicité dès son premier jour de mandat, il s'attaque aux syndicats. En voulant notamment expulser la CGT (mais la FSU et d'autres aussi) de la maison des syndicats au prétexte que ces syndicats contestent ses choix et son projet, il sort le bâton, ignorant à dessein ce que le droit et la constitution garantissent aux droits des travailleurs et travailleuses. L'idéologie réactionnaire, vichyste n'est jamais très loin et le totem « travail, famille, patrie » reste bien le cœur du projet. C'est ainsi qu'à Carpentras, c'est la chanson « Maréchal nous voilà » rendant gloire à Pétain qui est diffusée sur la sonorisation municipale lors des commémorations du 8 mai 1945.

Au-delà du fait de s'être attaqué à la culture, au cinéma d'art et essai, à des associations perçues comme partisanes et surtout opposées au projet frontiste, S. Briois qui occupe la mairie d'Hénin Beaumont depuis 2014 entend licencier des agent·es territoriaux·ales, militant·es syndicaux·ales, qu'il estime trop gênant·es.

Ici c'est le Secours Populaire et le Planning Familial qui trinquent et voient leurs subventions supprimées, là la Ligue des Droits de l'Homme, même les Restos du cœur en sont pour leurs frais. Il ne faut pas s'opposer au pouvoir de l'extrême droite, sous peine d'en subir les conséquences. Mais l'opération intimidation/répression n'altère pas l'engagement et le combat mené. Au contraire, elle fédère et rassemble. C'est le sens de cet observatoire qui doit permettre de partout sonner l'alerte pour permettre l'organisation de la riposte collective face aux attaques et donner à voir le vrai visage de l'extrême droite à celles et ceux qui ne seraient pas directement concerné·es par l'exercice de son pouvoir. Démasquer la bête immonde pour l'empêcher de prendre le pouvoir, tel est l'enjeu !

LE SNEP, LA FSU ET LES COLLECTIFS DE LUTTE

La FSU est active dans la lutte contre l'extrême droite, ses idées et ses pratiques en participant notamment aux travaux de divers collectifs. Elle le fait avec VISA, Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes, association intersyndicale regroupant la FSU, Solidaires, le Syndicat de la Magistrature, le Syndicat des Avocats de France, des syndicats de la CGT, de la CFDT, de la CNT, de la CNT-SO, de FO, de l'UNSA et de l'Union Pirate. Son but est d'outiller et d'informer, afin de lutter contre l'implantation et l'audience de l'extrême droite au sein du monde du travail. Le collectif a publié récemment « Nouveaux fascismes, ripostes syndicales » aux éditions Syllepse avec une préface d'E. Plenel, qui apporte une dimension internationale et documente les différents chemins de résistance.

La FSU avec la CGT et l'UNSA est engagée également dans « 1 001 territoires pour la fraternité » à l'initiative de la Ligue de l'enseignement et qui regroupe une trentaine d'associations telle que la Ligue des Droits de l'Homme. L'initiative vise à mobiliser, au plus près du terrain, autour d'événements mettant en avant les principes de fraternité, de solidarité, la volonté de vivre ensemble. Ces moments ne sont pas uniquement festifs mais permettent la parole de tous et toutes, évitant toute parole descendante et donneuse de leçons. C'est une manière de redonner confiance et visibilité à toutes celles et ceux qui rejettent le modèle de société proposé par l'extrême-droite.

La FSU lance également une campagne en intersyndicale : « Racisme, antisémitisme et xénophobie au travail : c'est non ! »

Le racisme, un des ressorts du vote extrême droite, se déploie dans toute la société, y compris au travail (embauche, attribution des métiers, carrières...). La campagne de l'intersyndicale vise à combattre et déconstruire les discours de haine et les discriminations en informant via des affiches et des visuels communs, pouvant se décliner selon les différents lieux de travail.

AGIR SUR NOS LIEUX DE TRAVAIL : SE SYNDIQUER, CRÉER DU COLLECTIF ET LUTTER !

Les idées d'extrême droite se répandent, notamment avec l'offensive d'une internationale fasciste (E. Musk, D. Trump, J. Milei...) dont les intérêts capitalistes nécessitent un autoritarisme d'État pour maintenir leurs richesses et leur pouvoir. En France, l'extrême droite peut s'appuyer sur des médias que ses soutiens (Bolloré, Stérin...) détiennent, pour inonder l'espace public d'idées xénophobes et racistes.

En tant que fonctionnaires, notre devoir est de ne tolérer aucun propos raciste et d'affirmer l'égalité de chaque citoyen·ne devant la loi. L'égale dignité humaine est un principe intangible. Mais outre la question raciste, l'augmentation des votes pour l'ED s'appuie sur une désespérance sociale, un sentiment grandissant d'abandon. L'augmentation des votes pour l'ED est corrélée à la désindustrialisation et à l'affaiblissement des Services Publics (B. Coquard : « Ceux qui restent »). Ouvrir une classe, sauver un bureau de poste, une maternité sont des actes de résistance.

L'étude « le bras long du travail » (T. Coutrot) explique que la manière dont est organisé le travail influence les comportements électoraux. Les injonctions, l'impossibilité de s'exprimer sur ses conditions de travail conduisent à l'abstention ou au vote « contestataire » pour l'ED. Il est donc nécessaire d'agir pour reprendre la main sur nos métiers (débat sur le travail, heures d'infos syndicales...).

Selon T. Haute, « le vote RN progresse dans les déserts syndicaux », car là où les collectifs syndicaux existent, la désespérance se transforme en revendications, en luttes, parfois victorieuses. U. Palheta analyse le vote en faveur du RN comme une résignation face au système économique actuel. Les électeurs et électrices espèrent s'en sortir individuellement au détriment d'autres plus précaires. Redonner de l'espoir passe par la prise de conscience qu'une autre répartition des richesses est possible et nécessaire.

Pour lutter contre l'ED renforçons le syndicalisme sur nos lieux de travail, créons du collectif, des espaces de débats et de luttes.

OBSERVATOIRE SNEP DES POLITIQUES D'EXTRÊME DROITE

Le SNEP-FSU est pleinement partie prenante de l'activité déployée à la FSU. Notre fédération est engagée avec la CGT, la CFDT, Solidaires et l'UNSA dans un observatoire des municipalités d'extrême droite. Cet observatoire vise à recenser l'action de ces mairies sur l'ensemble des champs qui nous concernent en tant que travailleurs et travailleuses mais aussi citoyen·nes. Cet observatoire vise à recenser ce qu'est concrètement l'exercice du pouvoir par l'extrême droite au niveau local.

D'ores et déjà, certaines municipalités ont porté des attaques frontales contre la Culture (suppression de spectacles et de subventions...), les organisations syndicales et leurs représentant·es (locaux syndicaux, licenciements d'agent·es engagé·es...), les subventions aux associations (LDH, Planning familial...), atteintes aux droits et libertés (couvre-feu, commémorations, préférence nationale pour l'accès au logement...) ...

Le SNEP-FSU est pleinement engagé dans le combat contre l'extrême droite et ses idées. C'est pourquoi nous entendons contribuer à cet observatoire sur les questions qui sont propres aux enseignant·es d'EPS et aux pratiques sportives.

Ainsi, nous avons adressé fin juin un appel à témoignage à l'ensemble des syndiqué·es qui exercent dans une municipalité dirigée par l'extrême droite et dont le nombre s'est renforcé à l'occasion des dernières élections municipales.

Cet observatoire vise à faire remonter toutes les attaques qui seraient menées spécifiquement sur l'exercice de notre métier : subvention AS UNSS, accès aux équipements sportifs, transport, ingérences diverses...

Donnons à voir la réalité des positionnements et votes de l'extrême droite là où elle dispose d'élu·es (Assemblée nationale, Collectivités régionales et départementales, Parlement européen...). Face à la menace que l'extrême droite représente, démasquons-la, résistons collectivement !

Pour tout témoignage : observatoireextremedroite@snepfsu.net

Évènement
19-21 Novembre

EPSILIADES 2.0

Du 19 au 21 novembre 2026

l'université Sorbonne Paris Nord
Campus de Bobigny,

Dans le même temps, plusieurs collectifs académiques du SNEP-FSU ont programmé des EPSiliades territoriales. Une partie du programme national sera ainsi retransmise en direct dans des académies. Les EPSiliades 2.0 à Bobigny, ce sont au total 16 tables rondes organisées sur 4 thèmes : EPS, École, Sport et Métier. Ce sont aussi des pratiques physiques et artistiques puisque seront proposés 4 pratiques commentées et de nombreux comptes-rendus de pratiques.

Ce moment fort est une occasion ouverte de travailler, de formuler et d'approfondir les revendications à porter pour nos métiers.

les EPSiliades 2.0 2026

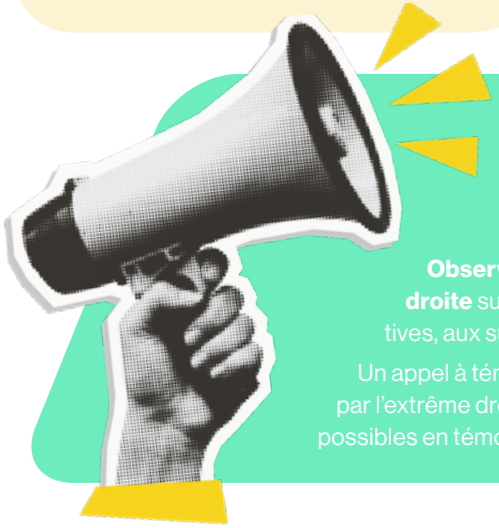
Engagé·es au quotidien

F.S.U.

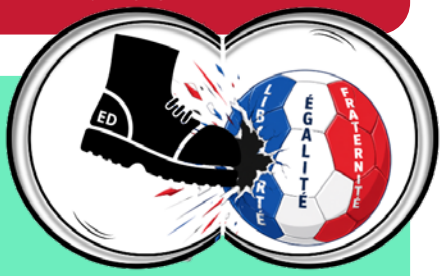
ELECTIONS PROFESSIONNELLES

Du 03 au 10 décembre 2026

Ces élections, temps démocratique d'importance, sont un moment incontournable et privilégié pour renforcer le SNEP et ses revendications : **votons FSU**. La mobilisation de toutes et tous sera primordiale et il faudra s'y engager sans retenue.



OBSERVATOIRE DU SNEP



Observer les politiques menées par l'extrême droite sur les questions relatives aux pratiques sportives, à l'usage des installations sportives, aux subventions pour les associations, l'UNSS, etc. nécessite une veille constante.

Un appel à témoignage à l'ensemble des syndiqué·es qui exercent dans une municipalité dirigée par l'extrême droite a été lancé. Chacun·e peut y participer pour disposer du plus de remontées possibles en témoignant sur : **observatoireextremedroite@snepfsu.net**

Restons connecté·es !

SNEP-FSU National - Paris

76, rue des Rondeaux - 75020 Paris

Horaires d'ouverture - du lundi au vendredi de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h00

Mail : secretariat@snepfsu.net

Tél. : 01 44 62 82 23

Retrouvez toutes les informations sur **www.snepfsu.net**

YOUTUBE @SNEPFSU-EPS

FACEBOOK @SNEPFSU

INSTAGRAM @snep_fsu

BLUESKY @snepfsu.bsky.social